



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

## COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE

### QUARANTIÈME SESSION

**Budapest (Hongrie), 27-28 septembre 2017**

### ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTÉ

#### *Ouverture de la session*

- 1) Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
- 2) Nomination du rapporteur

#### *Thème principal: effets du changement climatique sur les maladies animales transfrontalières*

- 3) **Effets du changement climatique sur les maladies animales, les échanges commerciaux et la sécurité alimentaire dans la région Europe et Asie centrale**

La région Europe et Asie centrale se caractérise par un éventail extrêmement large d'environnements agroécologiques. Les systèmes de production animale que l'on rencontre sur ce vaste territoire sont tout aussi divers: ils vont d'une production majoritairement intensive dans le nord-ouest à des systèmes plus extensifs, voire pastoraux, dans le sud-est. De larges ceintures correspondant à des zones environnementales (semi-déserts, steppes, forêts-steppes, forêts et toundra, par exemple), au sein desquelles les conditions climatiques et les caractéristiques en matière de production animale sont homogènes, s'étendent de manière longitudinale sur des milliers de kilomètres à travers l'Eurasie. Ces similitudes agro-écologiques facilitent grandement la diffusion de maladies selon un axe nord-sud. Les latitudes moyennes les plus densément peuplées, qui font la liaison entre l'Asie et l'Europe, dessinent une «route de la Soie» épidémiologique qui favorise la diffusion des maladies animales transfrontalières dans les deux sens. En Eurasie, on observe des processus complexes de changement climatique aux latitudes moyennes, dont il convient d'analyser de nouveau et de suivre à l'avenir les effets sur l'épidémiologie des maladies animales afin de repérer à l'avance les menaces épidémiologiques concernant la production animale.

L'un des problèmes qui se posent tient au fait que les effets du changement climatique atteignent une grande échelle et se cumulent souvent au fil du temps avant que leurs répercussions agro-écologiques et épidémiologiques ne se fassent sentir. Récemment, nombre d'épidémies ou de flambées de maladies animales transfrontalières (peste porcine africaine,

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*



dermatose nodulaire contagieuse, peste des petits ruminants, grippe aviaire, rage, etc.) semblent avoir été précédées de certains changements au sein des systèmes climatiques régionaux, ce qui a modulé la dynamique des populations d'hôtes ou de vecteurs et ainsi favorisé la hausse de l'activité morbide. De manière plus visible, les variations climatiques ont une incidence sur les maladies à transmission vectorielle comme la fièvre catarrhale du mouton, l'infection par le virus du Nil occidental, l'infection par le virus de Schmallenberg, la dermatose nodulaire contagieuse ou la fièvre hémorragique de Crimée-Congo. Cependant, à l'échelle de plusieurs années ou d'une décennie, le climat modifie aussi fortement la dynamique d'autres maladies comme la peste porcine africaine, la grippe aviaire et la rage du renard, qui sont souvent considérées comme extrêmement peu sensibles au climat. Par conséquent, il convient de changer notre perception du problème en veillant à inscrire de plus en plus l'épidémiologie des maladies animales dans un contexte environnemental global et en élargissant l'éventail des disciplines et des approches susceptibles de s'avérer utiles (écologie, climatologie, télédétection, Système d'information géographique, modèle de niche environnementale, par exemple).

La première séance sera consacrée à l'examen de ces exemples et études de cas, entre autres, et aboutira au recensement des questions liées aux maladies animales transfrontalières influencées par le climat qu'il est nécessaire de traiter sur les plans scientifique et concret. Des présentations et des débats viseront à déterminer si et en quoi les changements climatiques et météorologiques ont déjà une incidence sur la fréquence et la zone de présence des maladies et permettront de se faire une idée des scénarios climatiques futurs qui seront susceptibles de modifier encore la répartition des vecteurs, des agents pathogènes et des hôtes.

Par ailleurs, les participants examineront les conséquences actuelles des maladies animales sur les échanges commerciaux et le développement du secteur de la production animale dans le contexte du changement climatique et des restrictions imposées au commerce local et international. Dans le cadre des deux initiatives régionales en cours (Autonomisation des petits agriculteurs et des exploitations familiales et Commerce agroalimentaire et intégration des marchés)<sup>1</sup> mais aussi d'une troisième initiative régionale envisagée, qui concernerait la gestion durable des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique, la séance portera tout particulièrement sur la manière dont les maladies animales réduisent la production des petits agriculteurs, sur les pertes de production probables et sur les répercussions du point de vue de la sécurité alimentaire et de la santé publique (zoonoses) dans la région. Les questions sanitaires et phytosanitaires liées au commerce, les normes internationales de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et la transparence des politiques agroalimentaires seront examinées. Les participants se pencheront également sur les mesures réglementaires nécessaires et l'environnement propice à la viabilité des petits exploitants, ainsi que sur la concrétisation de la sécurité sanitaire des aliments et la prévention de la propagation des maladies transfrontalières.

#### **4) Résistance aux antimicrobiens: perte d'un moyen de défense crucial face au nouvel enjeu?**

La disponibilité et l'administration de médicaments antimicrobiens dans le cadre de l'élevage d'animaux terrestres et aquatiques et de la production végétale sont essentielles à la fois à la santé et à la productivité et contribuent à la sécurité alimentaire, à la sécurité sanitaire des aliments et au bien-être des animaux et, indirectement, à la protection des moyens d'existence et de la durabilité de la production animale et végétale. Toutefois, la résistance aux antimicrobiens, notamment aux antibiotiques, suscite des inquiétudes de plus en plus grandes

---

<sup>1</sup> Initiative régionale 1 – Autonomisation des petits agriculteurs et des exploitations familiales afin d'améliorer les moyens d'existence et de réduire la pauvreté et initiative régionale 2 – Commerce agroalimentaire et intégration des marchés.

au niveau mondial, et elle annulera les avantages de ces médicaments. L'élevage est l'un des principaux secteurs concernés par la résistance aux antimicrobiens. Divers facteurs y ont contribué, notamment: i) absence de réglementation et de contrôle de l'utilisation; ii) mauvaise observance des traitements; iii) utilisation à des fins non thérapeutiques; iv) ventes directes ou par Internet et v) disponibilité d'antimicrobiens de contrefaçon ou de mauvaise qualité. Les conséquences de la résistance aux antimicrobiens sont notamment l'échec du traitement des infections, qui aggrave ou prolonge la maladie, peut conduire au décès et à des pertes de production et compromettre les moyens d'existence et la sécurité alimentaire.

Les participants examineront aussi les causes sous-jacentes, la situation actuelle et les difficultés auxquelles la région est confrontée, ainsi que l'incidence que ces facteurs auront sur la réaction de l'Europe et de l'Asie centrale face aux évolutions régionales des maladies animales. De même, ils se pencheront sur les mesures de prévention et les interventions au niveau régional. Il est nécessaire d'adopter une approche Une seule santé qui soit multisectorielle et multidimensionnelle. La FAO, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) partagent avec des organisations des secteurs public et privé la responsabilité et la coordination des activités mondiales qui concernent la résistance aux antimicrobiens aux interfaces entre les animaux, les populations humaines et les écosystèmes. La FAO, en sa qualité d'organisation multisectorielle et multidisciplinaire, met en pratique ses compétences spécialisées dans le domaine de la santé et de la production des animaux terrestres et aquatiques, de la sécurité sanitaire des aliments et de la production végétale, en accordant toute l'attention voulue aux aspects réglementaires.

#### **5) Suivi de la présence des maladies, réaction stratégique aux maladies animales transfrontalières et prise de décision en connaissance de cause**

Il est essentiel de veiller à ce que des informations fiables sur la situation des maladies circulent en temps utile, depuis l'exploitation jusqu'à l'échelon mondial, pour combattre efficacement les maladies transfrontalières, élaborer des interventions stratégiques et appliquer des mesures de lutte efficaces et prises en connaissance de cause dans les régions touchées. Premièrement, les participants étudieront les approches en matière de suivi et de signalement international des maladies que la Commission européenne (système de notification des maladies des animaux, ADNS), la FAO (Système mondial d'information sur les maladies animales), l'OIE (Système mondial d'information sanitaire), l'OMS et l'agence américaine de réduction des menaces liées à la défense (DTRA) utilisent actuellement, afin de trouver des moyens de mieux coordonner leurs activités et, si possible, d'éviter les chevauchements d'efforts. Au niveau international, il convient de renforcer et d'améliorer la mise en commun d'informations sur la présence de maladies (signalement ponctuel de foyers ou campagne de surveillance systématique et ciblée), peut-être en ayant recours à des méthodes de gestion des informations plus avancées.

Deuxièmement, l'attention des participants sera appelée sur le fait que les mesures stratégiques prises en réaction à une maladie animale transfrontalière nécessitent la maîtrise de nombreuses autres informations épidémiologiques pertinentes, notamment des données sur les populations hôtes, les systèmes de production, la répartition des vecteurs, les facteurs de risques et les variables environnementales (couverture des sols, climat, structure du commerce, entre autres). Actuellement, il n'existe pas de mécanisme d'information international qui vise à recueillir, à gérer et à mettre à jour ce type de données et à les mettre à la disposition des spécialistes de la santé animale et des décideurs. Les efforts de modélisation des risques de maladies se trouvent fortement restreints par la faible disponibilité de ces informations de référence et limités au plan géographique à quelques pays, situés pour la plupart en Europe de l'Ouest. Il est possible d'améliorer considérablement les choses de manière à faire en sorte que les observations épidémiologiques et le suivi de la situation des maladies soient plus

intelligents, plus stratégiques et davantage fondés sur l'analyse des risques, en s'appuyant sur un large éventail de produits d'information pertinents sur les maladies.

Troisièmement, les progrès récents des technologies de l'information (applications cartographiques dynamiques, collecte mobile de données, techniques de gestion et de visualisation des données, etc.) permettent d'intégrer beaucoup plus facilement les données relatives à la présence d'une maladie et d'autres renseignements épidémiologiques pertinents dans les outils d'appui à la prise de décision, ce qui peut aider à se préparer aux situations d'urgence en matière de santé animale et à réagir de façon stratégique et en connaissance de cause.

Les participants examineront certaines des solutions existantes qui ont été élaborées dans le cadre de projets de la FAO, notamment l'analyse des risques et la communication à ce sujet, la modélisation des risques de maladie, et les outils de collecte de données et d'appui au processus décisionnel. L'assistance que la FAO apporte aux pays pour les aider à faire face aux maladies animales et l'engagement des parties prenantes (par exemple, missions du Centre de gestion des crises – Santé animale, bonnes pratiques de gestion des urgences et renforcement des capacités) seront aussi présentés et examinés. Les participants analyseront les solutions disponibles et détermineront les améliorations qu'il est nécessaire d'apporter au vu des nouveaux enjeux, afin de veiller à ce que les parties prenantes puissent se préparer et réagir de manière adéquate.

#### **6) Pas de laissés-pour-compte: difficultés et possibilités concernant l'intégration systématique des questions de parité hommes-femmes dans les travaux de la FAO**

Le Secrétariat fournira aux Membres des informations actualisées sur les progrès accomplis par la FAO dans la région pour ce qui est de surmonter les difficultés liées à la parité hommes-femmes dans le domaine de l'agriculture et du développement rural. Le document contient les résultats préliminaires de la stratégie régionale de la FAO sur l'égalité des sexes et les conclusions qui découlent du bilan, l'objectif étant de recueillir des recommandations et des solutions afin d'apporter des améliorations au cours du prochain exercice biennal.

#### **7) Examen du rapport d'évaluation de la Commission européenne d'agriculture**

Les Membres examineront les constatations figurant dans le rapport sur l'évaluation de l'ECA et débattront des recommandations. Ils étudieront aussi dans quelle mesure la nouvelle structure des sessions de l'ECA a apporté des résultats positifs et les solutions nouvelles qui permettraient de moderniser l'ECA.

#### **8) Modification du Règlement intérieur**

Les Membres examineront la proposition relative à la modification du Règlement intérieur de l'ECA et en débattront.

#### **9) Élection des membres du Comité exécutif**

#### **10) Questions diverses**

#### **11) Date et lieu de la quarante et unième session**

**Examen et approbation du rapport de la Commission**

**Clôture de la session**

*Pour information*

**Accord de Paris entre les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques: en quoi les engagements au titre des contributions prévues déterminées au niveau national/contributions déterminées au niveau national concernent-ils les maladies transfrontalières? Quelle incidence ont-ils sur le financement des travaux dans le domaine du climat?**

Le document contient les engagements des États Membres au titre des contributions prévues déterminées au niveau national/contributions déterminées au niveau national en faveur de l'Accord de Paris. Plus particulièrement, il montre en quoi ces engagements sont liés aux maladies animales et comment les maladies transfrontalières, notamment animales, peuvent être incluses dans des mécanismes, aussi bien nationaux que régionaux, de financement des travaux dans le domaine du climat, comme le Fonds vert pour le climat.

**Les années internationales 2014-2016 et leur contribution aux activités menées dans les régions**

Ces dernières années, plusieurs questions relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ont été les thèmes des années internationales des Nations Unies, à savoir l'agriculture familiale (2014), les sols (2015) et les légumineuses (2016). Le document fournit des informations sur l'accueil reçu par ces années internationales, ainsi que sur les activités menées et les résultats obtenus dans la région.

**Contribution des commissions techniques régionales aux priorités régionales**

On trouvera un aperçu des principales priorités de travail des commissions régionales (ECA, Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures, CGPM, Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase et Commission européenne des forêts) fondé sur leur programme de travail et sur les orientations que contiennent les objectifs stratégiques de la FAO. Le document indique les possibilités de liens et de synergies entre les commissions, compte tenu, en particulier, du fait qu'elles sont convenues de faire rapport conjointement à la Conférence régionale pour l'Europe et d'aborder les priorités régionales et nationales communes et transversales telles que le Programme 2030.